



Scandale Volkswagen : LA TRICHE AU CŒUR DU CAPITALISME !

RENAULT TRUCKS

OCTOBRE 2015

Volkswagen a donc reconnu avoir équipé ses modèles diesels des années 2009 à 2015 d'un logiciel permettant de contourner les tests anti-pollution. Une triche sur 11 millions de véhicules dans le monde lui a permis de cacher des émissions polluantes jusqu'à 40 fois supérieures aux normes autorisées, lors de tests d'homologation. Une triche qui prouve qu'il n'y a pas un « bon » capitalisme industriel face à la « méchante » spéculation financière.

Ils exploitent, ils empoisonnent, ils trichent... mais ils profitent

Devant le scandale, le PDG de Volkswagen a dû démissionner. Mais à la différence des travailleurs licenciés pour « faute », il ne va pas se retrouver sur la paille. Après avoir touché pendant des années un salaire annuel de 15 millions d'euros, il obtiendrait plus de 28 millions d'euros de pension. Avec les indemnités de départ, le montant de son pactole pourrait s'élever à près de 60 millions d'euros... ce qui équivaut à 8 000 fois le salaire annuel d'un ouvrier du secteur.

Tricher peut rapporter gros... à condition d'être le patron d'une des plus grandes multinationales d'Europe, lesquelles se moquent autant de l'environnement et de la santé publique que de leurs salariés. Le comble serait que ce soit les salariés de l'automobile qui paient la note des 16 milliards d'euros d'amende que les Etats-Unis vont réclamer au groupe ! Aucun travailleur de l'automobile ne doit être licencié, ni en Allemagne, ni ailleurs !

Et ce n'est pas seulement Volkswagen !

Mais le scandale Volkswagen n'est que la partie émergée de l'iceberg. On vient d'apprendre que seul un véhicule sur dix respecte les normes anti-pollution. Et un responsable de transport et Environnement, à l'origine de la révélation de la triche a déclaré : « Il est fort probable que d'autres constructeurs aient recours à des logiciels destinés à optimiser les tests en laboratoire, en particulier ceux qui utilisent des moteurs diesel ».

Depuis, les patrons de l'automobile français comme les investisseurs, redoutent l'extension de l'affaire à l'ensemble des constructeurs européens. La ministre de l'environnement, Ségolène Royal, a annoncé qu'une batterie de tests aléatoires et indépendants allait être mise en place en France avec la bénédiction du Comité des Constructeurs Français d'Automobiles (CCFA). Mais on peut largement douter de « l'indépendance » de ces tests, quand on voit le zèle avec lequel le gouvernement français a immédiatement défendu Peugeot et Renault !

C'est tout leur système qui est pourri

Mais pour un scandale qui révèle la corruption d'un grand groupe capitaliste, combien d'autres nous restent inconnus ? Aujourd'hui, c'est le premier constructeur automobile mondial qui est pointé du doigt, comme hier un grand groupe du médicament avec le scandale du Mediator, ou encore avant-hier les groupes de l'agro-alimentaire avec le scandale des farines animales et de la « vache folle ».

Une fois de plus, le scandale d'aujourd'hui met en lumière où mène un système fondé sur la concurrence féroce, la propriété privée et la course au profit

maximum pour quelques uns. La levée du secret qui préside à toutes les opérations industrielles et financières devient une exigence élémentaire à conquérir.

Tout le monde sait que le diesel c'est dangereux, comme on le savait pour l'amiante. Et on continue à fabriquer des millions de voitures diesel. Si on reconvertissait toutes les industries polluantes sous le contrôle de celles et ceux qui travaillent dedans et qui ne l'ont pas choisi, pour fabriquer bien d'autres choses utiles et nécessaires à l'ensemble de la population, on ferait un grand pas pour l'ensemble de l'humanité. Bien sûr, il faudra s'en prendre aux profits et à la propriété de quelques uns. Mais c'est comme ça qu'on pourrait en finir avec le scandale du capitalisme !



SMART Hambach :

Travailler plus pour gagner moins

Test en vraie grandeur pour les démolisseurs du Code du travail, les salariéEs de l'usine automobile SMART en Moselle ont été « consultéEs », sous la menace de suppressions d'emploi, pour travailler 39 heures, payées 37, soit 4h de plus travaillées et payées... 5,19€ de l'heure ! .

A l'intérieur d'une seule usine, le chantage à l'emploi peut faire des ravages, alors même que les profits sont là. Au final, il n'a été accepté que par 39% des ouvriers sur 367 mais par 74 % des 385 cadres. Evidemment les médias n'ont reconnu que le total de 56,1 % sur l'ensemble des 800 salariéEs de l'entreprise. Mystère de la démocratie patronale où les "cadres" au forfait-jour décident du sort des ouvriers, de celles et ceux qui subissent les conditions de travail les plus dures pour des salaires de misère.

Tout à leur objectif de division du monde du travail, le patronat et les médias essayent de nous faire croire que l'usine SMART emploie plus de cadres que d'ouvriers ?! Une vaste blague. Encore plus quand on sait que la catégorie cadres regroupe des réalités très différentes : parmi les ETAM on trouve aussi bien des techniciens, des agents de maîtrise... et les directeurs. Leur unique point commun ? Ils sont au forfait-jour. Et pour la plupart, ce forfait, c'est une belle arnaque : le technicien, s'il n'a pas la conscience de classe chevillée au corps, va voter oui à une telle réforme car pour lui ça représente un peu d'argent en plus pour 6 jours de RTT en moins qu'il n'arrive de toute façon jamais à prendre en totalité et qui sont donc déjà perdus.

CGT et CFDT affirment vouloir s'opposer au projet de la direction, mais rien de tel que la mobilisation pour en bloquer l'application. Les sacrifices d'aujourd'hui n'ont jamais garanti les emplois de demain. Ce qui reste à l'ordre du jour c'est la réduction du temps de travail pour donner du travail à toutes et tous et améliorer les conditions de travail.

Aux Etats-Unis, les travailleurs de Chrysler refusent masivement l'accord sur les salaires

Les salariés de Chrysler, FCA Fiat Chrysler aux Etats-Unis, ont massivement voté contre l'accord qu'avait signé l'UAW, le syndicat des travailleurs de l'automobile, avec le groupe automobile.

Selon les résultats totaux en date du 1^{er} octobre 2015, 65% des salariés syndiqués ont voté « non ». L'UAW représente 40 000 travailleurs chez Chrysler. Les résultats partiels déjà connus sont donc confirmés.

La plus grande unité des salariés votants au sein de Chrysler, celle Toledo dans l'Ohio, avec 5000 membres, a été la dernière à voter et c'est là que le

rejet a été le plus massif avec 87% des ouvriers et 80% des techniciens refusant l'accord.

C'est le maintien à l'identique du système de salaires à deux niveaux, en fonction de la date d'entrée dans l'entreprise, qui suscite l'indignation et qui est la cause principale du rejet parmi les ouvriers. Alors que les directions syndicales avaient promis de remettre en cause ce système, elles n'ont rien obtenu et aujourd'hui 45 % des salariés de Chrysler couverts par l'accord appartiennent au niveau inférieur.

Ce résultat est d'autant plus important que les négociations dans l'industrie automobile américaine se déroulent groupe séparément et successivement pour chacun des trois grands groupes. Cette année c'est chez Chrysler que les négociations avaient commencé, là où a priori le patronat est le plus intransigeant.

SOLIDARITE AVEC TOUS LES MIGRANTS !

Partout aux frontières, murs et barbelés, navires de guerre, avions : les chefs d'Etat européens font la guerre aux migrants. Mais depuis la découverte de 71 cadavres dans un camion en Autriche et la photo du petit Aylan, mort sur une plage en Turquie, sous la pression des « opinions publiques », ils adoptent un discours « humaniste », cynique et démagogique. Ils opposent maintenant les « vrais » réfugiés de guerre aux « faux » réfugiés économiques.

Mais qu'ils fuient l'Afrique, la Syrie, l'Irak ou l'Afghanistan, tous ces migrants sont avant tout victimes d'une situation dont les grandes puissances sont largement responsables. En concurrence féroce pour se partager le monde et piller ses richesses, elles soutiennent les dictatures, attisent la haine et sèment le chaos. Les capitaux et les capitalistes circulent et s'installent où ils veulent, pourquoi seulement eux ?

Hollande et son gouvernement font semblant de s'émouvoir du sort des migrants, alors qu'ils portent une lourde responsabilité dans leur dramatique situation.

Rien ne peut arrêter des hommes et des femmes fuyant la misère de leur pays, aucun barbelé, aucun mur. La liberté de circulation et d'installation est un droit fondamental. Ouvrez les frontières ! Régularisation de tous les sans-papiers !

Réunion publique avec le NPA

lundi 12 octobre, à 19h

salle de quartier de Vaucelles

(à proximité de l'église et du bar El Camino)

Pour nous contacter :

npacaenaglo@gmail.com

Le blog des militants NPA intervenant dans l'automobile :

<http://www.npa-auto-critique.org/>